

Questions orales

● (1430)

[Traduction]

L'AUDITEUR GÉNÉRAL

LE RAPPORT DU COMITÉ INDÉPENDANT DE RÉVISION—LA
POSSIBILITÉ DE PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Comme le gouvernement a eu plusieurs semaines pour ressasser le rapport du comité indépendant de révision des fonctions de l'auditeur général du Canada, a-t-il l'intention de déposer au cours de la présente session un projet de loi en vue de la mise en œuvre du rapport?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas songé à déposer un projet de loi cette session, mais tout dépend de la durée de la session.

M. Baldwin: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je vais soigneusement éviter la dernière partie de la réponse, elle pourrait m'irriter. Y a-t-il des raisons valables pour que le Parlement n'indique pas au nom des Canadiens, par la voix d'un comité parlementaire, sa position au sujet des propositions contenues dans cette mesure et dans d'autres mesures actuellement sous la bonne garde du gouvernement?

M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nous avons une alternative. Ou nous suivons la suggestion du député de Peace River, ou nous prenons nos responsabilités et soumettons un projet de loi à la Chambre. Dans un cas comme dans l'autre, l'opposition aura bien l'occasion de discuter des questions. Je crois que le gouvernement doit prendre ses responsabilités et déposer un bill.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL

LES PROPOS DU PRÉSIDENT AU SUJET DE L'ADOPTION
FORCÉE DES NORMES DU CANADIEN PACIFIQUE—LA
POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports qui semble jouer aux chaises musicales. S'il acceptait de regagner son trône, j'aimerais lui poser la question suivante. Dernièrement, le président du Canadien National a dit au cours d'une entrevue que le CN est forcé de faire aussi bien que le Canadien Pacifique ou d'essayer de faire mieux. Le ministre peut-il dire si le gouvernement permet à une société ferroviaire d'État de croire qu'elle se classe seulement au deuxième rang en matière de transports ferroviaires? Dans la négative, le ministre pourrait-il dire au président du CN que la Société d'État devrait s'efforcer de donner de la tête dans ce domaine et que les entreprises privées devraient suivre les normes de la société de la Couronne?

[M. Lalonde.]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'espère que la Chambre m'excusera; le député parle-t-il du discours de M. Bandeen, président du CN? Si oui, je pense que M. Bandeen se mêlait alors de ce qui ne le regardait pas. Normalement, c'est le gouvernement qui énonce les politiques à la Chambre des communes.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

PORTUGAL—LES ENTRETIENS AU SUJET DE LA
COLLABORATION AVEC L'OTAN

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. S'est-il arrêté au Portugal pendant son voyage et, dans l'affirmative, a-t-il rencontré le ministre des Affaires étrangères du Portugal et discuté avec lui de la participation du Portugal à l'OTAN?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion de passer quelque temps à Lisbonne et, dimanche soir, j'ai dîné avec le ministre des Affaires étrangères de ce pays. Je dois dire à la Chambre que les récentes élections, au cours desquelles les électeurs, très nombreux, ont accordé un appui massif aux partis modérés, ont créé un climat presque exubérant au Portugal. Au nom du gouvernement, et, j'en suis sûr, du Parlement, j'ai félicité le ministre des Affaires étrangères du succès des élections.

Des voix: Bravo!

M. MacEachen: J'ai aussi exprimé l'espoir que les élections constitueraient une étape importante de la démocratisation du Portugal.

En ce qui concerne la dernière partie de la question, le ministre des Affaires étrangères m'a signalé que le chef d'État et lui-même assisteront à la réunion au sommet à la fin mai. J'ai indiqué au ministre que nous tenions à collaborer entièrement avec le gouvernement du Portugal et j'espère que nous pourrions avoir des entretiens au plus tôt quant aux formes que prendra cette collaboration.

* * *

LA SANTÉ

LE CANCER DU FOIE ET LE TRICHLORÉTHYLÈNE—LA
QUESTION DE LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, monsieur l'Orateur. Comme il semble y avoir un lien entre le cancer du foie et le produit chimique trichloréthylène, pourrait-il nous dire s'il a pris des dispositions à ce sujet?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, mon ministère est au courant des progrès des études qui sont faites aux États-Unis à ce sujet, et nous surveillons la situation de près, mais aucune décision n'a été prise à cet égard.